

Réflexions sur le libéralisme contemporain

Le libéralisme démocratique, combinant l'économie du marché et la préservation des libertés fondamentales, paraissait au lendemain de la chute du mur de Berlin et l'effondrement du bloc soviétique, être la solution universelle assurant la prospérité et la dignité de tous.

Cette perception n'a pas tardé cependant à connaître des fissures sous l'effet notamment des mutations technologiques, de l'accroissement des inégalités et de la montée des sentiments de frustrations et d'exclusions, d'où les nombreuses interpellations pour repenser et réinventer cette « idéologie » et éviter les fortes tentations de remise en cause de la globalisation et de retour au protectionnisme et au nationalisme.

C'est ce qui ressort de l'ouvrage publié récemment par l'Institut Louis Montaigne dont nous présentons ci-après les paragraphes consacrés aux illusions et aux paradoxes du libéralisme contemporain en tant qu'article de référence du Forum Ibn Khaldoun pour le mois de décembre 2025 compte tenu des éclairages intéressants qu'il apporte sur les récentes tendances du libéralisme dans le monde.

Extraits de l'essai :

« Retour aux sources pour réinventer le bien commun du libéralisme »

Par Dr Nicolas Prévélakis

Institut Louis Montaigne

I. L'illusion du libéralisme triomphant

Dans son ouvrage « *La Fin de l'histoire et le dernier homme (1992)* », le politologue américain Francis Fukuyama développe l'idée que la chute du mur de Berlin et l'effondrement du bloc soviétique marquent l'aboutissement d'un long processus historique : celui de la recherche du meilleur système politique. **Selon lui, le libéralisme démocratique, combinant économie de marché et institutions représentatives, représente la « solution de compromis » la plus équilibrée entre liberté et égalité, entre efficacité et justice.** Avec cette thèse, il entend signifier, non pas la fin des événements conflictuels, mais que l'histoire des grandes alternatives idéologiques est désormais close : ni le fascisme ni le communisme ne peuvent plus prétendre rivaliser durablement avec le modèle victorieux de la démocratie libérale.

Fukuyama voit dans ce triomphe du libéralisme non seulement une victoire politique et économique, mais aussi un accomplissement philosophique, puisque la démocratie libérale

répond selon lui, au besoin universel de reconnaissance et de dignité des individus et des peuples. Fukuyama admettait que la « fin de l'histoire » pouvait engendrer l'ennui, reflet d'un horizon rétréci à la prospérité matérielle et au confort électoral. Mais cet ennui n'exprime pas tant une satiété heureuse qu'un vide : la disparition d'un idéal porteur de sens et d'espérance. Dans le même temps, la diffusion instantanée, globale et permanente de l'information tend, tout à la fois, à gommer et caricaturer les spécificités individuelles et communautaires et montre crûment et sans aucun répit les décalages et les inégalités à la surface du globe. **Comment, dans ces conditions, maintenir vivante une tradition politique qui se veut universelle, tout en restant attentive aux expériences concrètes de ceux qui ne se sentent pas représentés ?** L'humanité subit un nouveau choc de valeurs, chacun attribuant son référentiel au camp du bien et réfutant le référentiel de l'autre. Cette confrontation, attisée par l'information « non-stop », est un défi central pour le libéralisme du XXI^e siècle et sa résolution apparaît comme l'un des points de passage obligés pour restaurer sa légitimité dans des sociétés traversées par le doute et la colère.

Dans ce contexte de revendications multiples et de valeurs en conflit, l'avertissement de Sandel prend tout son sens: sans vigilance critique, le libéralisme peut se vider de sa substance et se transformer en une idéologie d'autojustification des élites face à ceux qui ont moins. Pour rester fidèle à son héritage, il doit redevenir une tradition ouverte, capable d'entendre ses critiques et de se réinventer à partir d'elles. Cela suppose de rompre avec la tentation de la fermeture cognitive, de redonner sens à la notion de responsabilité partagée, et de réinscrire la liberté dans un horizon de réciprocité et de reconnaissance mutuelle.

Cette analyse fait écho à une critique que l'on trouve dans le discours politique contemporain, notamment aux États-Unis, où certaines figures ont su capter et amplifier ce ressentiment à l'égard des élites libérales. J.D. Vance, dans *Hillbilly Elegy* (2016), raconte son parcours au sein d'une classe populaire blanche de l'Ohio, marquée par la désindustrialisation, la précarité et l'effondrement des réseaux communautaires. Pour lui, **les élites économiques et politiques – souvent associées au libéralisme culturel et économique – ont abandonné ces communautés, les laissant sans repères ni perspectives.** Vance met en cause un double abandon : matériel, par la disparition des emplois stables et la fermeture des industries, et symbolique, par un discours public qui valorise les diplômés et les trajectoires ascendantes tout en dénigrant implicitement ceux qui n'y accèdent pas.

Dans sa lecture, **la méritocratie libérale ne se contente pas d'échouer à offrir une réelle égalité des chances : elle humilie ceux qui n'en profitent pas.** Ce sentiment d'humiliation se double d'un rejet culturel du progressisme urbain et cosmopolite, perçu comme étranger, voire hostile, aux valeurs et modes de vie locaux. Donald Trump a largement capitalisé sur cette fracture, en opposant, dans son discours, « le peuple » aux « élites globalistes », et en se présentant comme la voix de ceux qui sont ignorés, méprisés ou caricaturés par les médias traditionnels et les responsables politiques.

La convergence entre la critique de Sandel et celle de Vance ou Trump est frappante, malgré des orientations idéologiques très différentes. Tous soulignent un déficit de reconnaissance et de légitimité du libéralisme tel qu'il est pratiqué aujourd'hui. Mais là où Sandel cherche à réformer le libéralisme de l'intérieur, en réintroduisant la notion de bien commun et de responsabilité partagée, Vance et Trump s'en distinguent, en mettant en avant une vision politique davantage axée sur le nationalisme et le protectionnisme.

Cette analyse souligne un danger : **si le libéralisme ne parvient pas à répondre à la critique de l'abandon et du mépris, il laisse un espace politique béant** que des forces illibérales – en Europe, aux États-Unis ou ailleurs – peuvent investir, y compris électoralement. Ces dernières entendent offrir une réponse identitaire et autoritaire à des problèmes qui sont aussi – et d'abord – des problèmes de reconnaissance, de dignité et de participation démocratique. Un tel glissement ne serait pas sans conséquence sur la stabilité des sociétés et de l'ordre international. »

II. Paradoxes contemporains du libéralisme

Dissociation entre capitalisme et démocratie libérale

La dissociation croissante entre capitalisme et démocratie libérale constitue l'un des paradoxes majeurs de notre époque. Longtemps considérées comme solidaires, ces deux dimensions – l'économie de marché et le régime libéral – semblent désormais suivre des trajectoires divergentes, voire opposées.

Dans son ouvrage *The Crisis of Democratic Capitalism* (2023), Martin Wolf formule un diagnostic préoccupant : **le capitalisme contemporain, tel qu'il s'est mondialisé et financiarisé, ne garantit plus le maintien des conditions politiques et sociales nécessaires à la démocratie libérale.** Il tend, au contraire, à engendrer des concentrations de pouvoir économique, des inégalités croissantes et une défiance envers les institutions représentatives. Autrement dit, le capitalisme peut survivre – voire prospérer – dans des régimes autoritaires ou hybrides. Martin Wolf évoque notamment, à titre d'exemple, la Chine contemporaine, souvent citée dans la littérature comme illustration de ce type de dynamique.

Wolf souligne néanmoins que cette dérive n'est pas une fatalité. Historiquement, capitalisme et démocratie ont constitué un « mariage d'opposés » : l'un fournissant prospérité et dynamisme, l'autre assurant que les fruits de la croissance soient largement partagés et que le système conserve sa légitimité. **Si ce pacte s'est fragilisé, il peut être réinventé.** L'auteur plaide pour une sorte de « New New Deal », combinant régulation

économique, protection sociale et approfondissement de la citoyenneté démocratique, afin de restaurer la confiance et de contenir les tendances oligarchiques.

La dissociation actuelle met ainsi en crise une des hypothèses structurantes du libéralisme du XXe siècle : l'idée que la liberté économique favorise naturellement la liberté politique – et vice-versa. Aujourd'hui, des systèmes performants économiquement peuvent maintenir un strict contrôle politique, tandis que des démocraties libérales peinent à réguler les excès de l'économie de marché. Cette asymétrie alimente la perte de confiance envers le modèle démocratique, en particulier parmi les classes moyennes qui se sentent fragilisées par la mondialisation.

Le déclin de l'adhésion affective

Un deuxième paradoxe contemporain tient au fait que le libéralisme, bien qu'historiquement associé à l'émancipation, à la tolérance et à l'innovation, suscite aujourd'hui peu d'adhésion affective. Il est défendu, souvent, au nom de la stabilité, de l'efficacité ou du « moins pire », mais rarement comme un horizon mobilisateur ou un projet de société désirable.

Cette désaffection ne relève pas d'un simple malentendu terminologique. Elle renvoie à un sentiment diffus, mais profond : celui d'un modèle qui, après avoir triomphé, s'est refermé sur lui-même. Loin de continuer à élargir les libertés concrètes, il apparaît à beaucoup comme défensif, technocratique, et parfois indifférent aux aspirations existentielles des citoyens.

Plusieurs facteurs convergent pour expliquer ce manque d'élan. **D'abord, l'identification du libéralisme à une ère de mondialisation dérégulée** a accentué l'image d'un système favorable aux élites économiques et déconnecté des solidarités locales. Dans de nombreux pays, les politiques libérales sont associées à la désindustrialisation, à la précarisation de l'emploi, à la crise des services publics – autant de réalités qui fragilisent son crédit moral. Cela rejoint la critique originelle d'Adam Smith, qui, dans *La Richesse des nations*, expliquait que les intérêts des marchands peuvent entrer en conflit avec l'intérêt général et que le marché lui-même nécessite un cadre moral et institutionnel pour ne pas dégénérer.

Enfin, le discours libéral a souvent été appauvri sur le plan symbolique. Il s'est focalisé sur la gestion, la modération, le compromis – des qualités précieuses, mais peu susceptibles de susciter un enthousiasme populaire. À force de se présenter comme une méthode plutôt qu'un projet, le libéralisme a peiné à construire un récit porteur de sens. Le défi, pour les libéraux, est donc de retrouver la capacité à relier la liberté à une vision de la vie commune supra-individuelle.

Démocraties illibérales et fragmentation des modèles

Un troisième paradoxe contemporain tient à la montée de ce que l'on appelle des « démocraties illibérales » et à la fragmentation des modèles politiques. Le libéralisme contemporain ne peut en effet être pensé en dehors du contexte international et économique dans lequel il évolue. Depuis une quinzaine d'années, l'ordre international est marqué par des tensions croissantes qui mettent à l'épreuve ses principes fondateurs : libre-échange, coopération multilatérale, primauté du droit, pluralisme politique. Ces tensions ne traduisent pas seulement une reconfiguration des rapports de force entre puissances, elles signalent aussi un déplacement des normes idéologiques qui encadraient, jusqu'à récemment, le débat mondial.

La montée en puissance de la Chine, la posture de la Russie sur la scène internationale, les stratégies de repli partiel des États-Unis et les divisions internes à l'Europe ont conjointement contribué à fragmenter l'espace normatif mondial. Ces évolutions sont souvent décrites à travers le prisme d'un affrontement entre démocraties libérales et régimes autoritaires. Mais cette opposition, si elle apparaît pertinente, ne suffit pas à saisir la nature des conflits en cours qui se jouent non seulement sur le terrain territorial mais aussi sur les terrains économique, technologique et culturel.

On assiste en réalité à une forme de « géoéconomie illibérale » : des politiques de puissance s'appuyant sur les instruments du commerce, de l'investissement, des infrastructures ou de l'accès aux ressources critiques pour redessiner des zones d'influence. Loin de disparaître ou d'être un instrument de paix comme initialement envisagé, l'interdépendance économique devient un outil stratégique de contrainte ou de chantage. Qu'il s'agisse de sanctions économiques, de restrictions à l'exportation de technologies sensibles, de contrôle sur les chaînes d'approvisionnement, ou de pressions idéologiques sur des partenaires économiques, les logiques concurrentielles pervertissent les principes de coopération et de prospérité distribuée et finissent par les supplanter. **Il en résulte une fragmentation croissante des modèles politiques, même parmi les régimes formellement démocratiques.** L'idée d'un consensus universel autour de la démocratie libérale, qui semblait s'imposer dans les années 1990, a laissé place à une diversité de trajectoires institutionnelles, parfois en rupture avec les principes fondamentaux du libéralisme politique. On observe dans plusieurs régions du monde l'émergence de ce que certains chercheurs, à la suite de Fareed Zakaria, qui a popularisé l'expression dans *Foreign Affairs* (1997), appellent des « démocraties illibérales » : des régimes où le suffrage universel subsiste, mais où l'indépendance de la justice, la liberté des médias, les droits des minorités ou l'État de droit sont progressivement érodés. La Hongrie et la Pologne sont souvent citées par les politologues comme exemples de cette tendance. Le terme désigne donc moins un

basculement autoritaire qu'une redéfinition du régime démocratique orientée vers un projet nationaliste et identitaire, privilégiant la primauté de la majorité sur les contre-pouvoirs.

Ce phénomène soulève des questions importantes pour le libéralisme contemporain.

D'abord parce qu'il met en lumière une dissociation possible entre démocratie et libéralisme : le vote ne garantit pas nécessairement la protection des libertés individuelles ou le respect du pluralisme. Ensuite, parce que cette évolution ne se limite pas à quelques cas isolés : elle touche, de manière plus diffuse, de nombreuses démocraties établies confrontées à la défiance, à la polarisation politique et à l'usure des institutions représentatives.

Ces modèles attirent l'attention non seulement par leur efficacité électorale, mais aussi par leur capacité à proposer une alternative narrative au libéralisme classique – une promesse de cohésion, de protection et de reconquête de la souveraineté. Dans ce contexte, **le défi pour le libéralisme n'est pas seulement institutionnel ou économique : il redevient prioritairement culturel et symbolique, c'est-à-dire qu'il redistribue l'ordre des motivations collectives.** Il s'agit donc de comprendre ce que ces modèles expriment, et pourquoi ils rencontrent un tel écho dans des sociétés libérales en crise de projection commune.

Forum Ibn Khaldoun pour le Développement le 5 décembre 2025